

**Allocution de Mme Amina Bouayach**

**Présidente du Conseil national des droits de  
l'Homme**

**Journée de commémoration du génocide au Rwanda  
7 Avril 2026 - Rabat**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis aujourd'hui de prendre part à cette célébration contre l'oubli. C'est un moment, pour rappeler une conviction forte : la mémoire est un devoir moral, mais aussi une responsabilité collective.

Une mémoire qui ne doit jamais être passive.

Une mémoire qui doit nourrir la vigilance, faire barrage à l'indifférence, et surtout devenir un levier pour prévenir, alerter et protéger.

Aujourd'hui, cette exigence est encore plus pressante.

Car le monde dans lequel nous portons cette mémoire est marqué par des crises multiples, des tensions durables et des fractures profondes. Et trop souvent, nous voyons réapparaître les mêmes logiques : exclusion, stigmatisation, déshumanisation.

Dans ce contexte, la mémoire ne peut pas rester figée.

Elle doit évoluer. Elle doit devenir une capacité d'anticipation et d'action.

Commémorer, ce n'est pas seulement regarder le passé.

C'est assumer nos responsabilités dans le présent.

Le génocide au Rwanda, comme d'autres tragédies, ne nous interpelle pas uniquement par l'ampleur de la violence. Il nous interpelle surtout par ce qu'il révèle de nos insuffisances collectives :

Notre incapacité à voir venir, à comprendre, et parfois à agir à temps.

C'est pourquoi commémorer, c'est aussi se poser une question essentielle : sommes-nous à la hauteur de nos engagements ?

Nous le savons : les atrocités ne surgissent jamais soudainement.

Elles s'annoncent, elles s'installent, elles se banalisent.

Elles prennent racine dans les violations répétées des droits, dans la normalisation de la haine, et dans les défaillances des mécanismes de protection.

Aujourd'hui, la mémoire doit devenir un outil d'analyse, capable d'identifier les signaux d'alerte, de décrypter les dynamiques à l'œuvre, et surtout d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Cela implique une lecture lucide des risques.

Les violences extrêmes ne sont jamais le fruit du hasard. Elles résultent de facteurs multiples : fractures sociales, tensions politiques, discriminations, fragilités de gouvernance.

Autant d'éléments qui créent des environnements à risque.

D'où une exigence claire : renforcer l'évaluation des situations des droits de l'Homme.

Car les violations ignorées ne disparaissent pas. Elles s'accumulent, se transforment, et peuvent conduire au pire.

La vigilance doit donc être constante :

détecter les discours de haine, comprendre les dynamiques sociales, et ne jamais laisser les signaux d'alerte sans réponse.

Mais prévenir, ce n'est pas seulement observer.

C'est aussi être capable d'agir rapidement. Cela suppose des systèmes d'alerte efficaces et des mécanismes de réponse adaptés.

le contexte actuel, nous interpelle face à de nouveaux défis, qui compliquent cette mission.

La désinformation menace nos acquis en matière de droits humains.

Les deepfakes brouillent la frontière entre le vrai et le faux.

Dans cet environnement, les discours de haine circulent plus vite, amplifient les tensions et fragilisent la confiance dans les institutions.

Cela nous oblige à renforcer notre capacité de discernement, de vérification, et de lucidité.

Prévenir, c'est aussi innover.

Anticiper les crises, adapter nos réponses, reconnaître que chaque contexte est spécifique et exige des solutions sur mesure.

Et surtout, aucune prévention durable n'est possible sans un investissement massif dans l'éducation.

L'éducation aux droits de l'Homme reste notre première ligne de défense, fondée sur l'inclusion, l'égalité et l'accès effectif aux droits.

Au fond, prévenir n'est ni un slogan, ni une abstraction.

C'est une exigence concrète, qui repose sur l'engagement et sur une action de toute la société

Commémorer aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, n'est pas simplement se souvenir.

C'est faire un choix.

Le choix de comprendre davantage.

Le choix d'anticiper plus tôt.

Le choix d'agir plus efficacement.

Mais surtout, c'est refuser que l'histoire se répète.

Faire de la mémoire une méthode d'action,

c'est faire de notre vigilance une force,

et de notre engagement une responsabilité qui ne faiblit jamais.

Car au fond, la mémoire n'a de sens que si elle nous empêche, réellement, que l'irréparable se reproduise.

Je vous remercie.